

## Austérité perpétuelle ?

FRÉDÉRIC LEBARON

La « reprise » économique mondiale, annoncée alors même que la crise financière commençait à peine à engendrer ses premières conséquences sociales d'ampleur, est aujourd'hui devenue synonyme de promesses non tenues, en France, en Europe et même au niveau mondial : le chômage se maintient à des niveaux élevés, voire continue d'augmenter ; la précarité de l'emploi ne se résorbe pas, bien au contraire ; l'instabilité monétaire et financière grandit, même dans les pays « émergents » soumis à une hausse des prix de moins en moins contrôlable ; les profits financiers à court terme des banques et des fonds spéculatifs sont à nouveau insolents, alors que le pouvoir d'achat des salariés s'érode rapidement ; le rééquilibrage de la dynamique économique vers un développement écologiquement « soutenable » butte sur les « contraintes » budgétaires ; l'économie mondiale ne trouve pas de point d'équilibre entre le monde émergent et un « centre » capitaliste toujours dominant, comme vient de l'illustrer l'épisode politico-médiatique pathétique du remplacement du directeur général du Fonds monétaire international<sup>1</sup>...

Les principaux dirigeants politiques et économiques n'ont pas « sauvé l'économie mondiale » en 2009, mais uniquement un système financier inique ; ils n'ont surtout résolu aucun des problèmes majeurs qui ont engendré la crise et continuent aujourd'hui de déstabiliser l'ordre mondial. Prompts à s'autocélébrer, jusqu'à la caricature permanente en France, ils sont pourtant semblables aux dirigeants des années 1930, myopes face à l'ampleur des transformations structurelles de leur époque, largement incapables d'inventer lucidement une stratégie politique et économique pour construire un « monde » nouveau, quand bien même il s'agirait seulement d'un « nouveau capitalisme » ou d'une nouvelle phase de la construction européenne... L'épisode « keynésien » de

1. On aura cependant relevé la montée en puissance de la Chine au sein de la gouvernance du FMI, à travers Zhu Min, économiste formé en partie aux États-Unis, devenu l'adjoint de Christine Lagarde, la nouvelle directrice générale.

2009-2010 aura donc été de courte durée, surtout médiatique et sans implication durable sur le contenu et les objectifs de la gestion des problèmes publics.

Le capitalisme financier a engendré la crise de 2008, a suscité la réponse étatique massive qui lui a permis de survivre. Il triomphe aujourd'hui en imposant ses normes et ses critères de « performance », totalement découplés des besoins des populations. Ils sont simples : pour éviter de nouveaux défauts de paiement, menaçant désormais surtout les États qui ont dépensé sans compter pour la survie de leurs banques, le seul objectif des politiques économiques, devenu un *mantra* obsessionnel, est la réduction de l'endettement public. Celle-ci passe par une limitation permanente des déficits budgétaires, qui suppose une combinaison de réduction des dépenses publiques et de hausse des impôts dans une perspective de long terme. L'espace politique se structure désormais autour du poids relatif de ces deux composantes, les néolibéraux les plus hardis prônant essentiellement le *downsizing* (réduction) brutal et drastique de l'État-providence dont ils rêvent depuis trois décennies... La « règle d'or » budgétaire, que le président français veut voir inscrite dans la Constitution n'est autre, précisément, que la règle d'or du capitalisme financier, dont il n'est finalement, et en dépit de sa rhétorique volontariste, qu'un instrument un peu dérisoire.

Plus que jamais, l'action publique est prise dans les rets de la contrainte financière. Les finalités de la vie collective sont réduites à la poursuite d'équilibres dont on ne voit pas ce qu'ils apportent au bien-être des peuples, en dehors de la certitude du maintien des profits de la finance dans les années à venir<sup>2</sup>.

C'est au contraire en définissant des finalités autonomes que l'action publique et, plus largement, l'action collective, pourront permettre d'éviter la spirale de crise qu'implique l'austérité perpétuelle devenue « l'horizon indépassable de notre temps ». Elle doit se mettre au service d'objectifs de bien-être et d'égalité ambitieux et démocratiquement débattus et validés. Elle doit ensuite définir tout aussi démocratiquement les moyens de réaliser ces objectifs, sans céder aux pressions des pouvoirs économiques et financiers, qu'il s'agit au contraire de démanteler rapidement afin d'établir le primat de l'intérêt général. ■

2. Dans le contexte des guerres mondiales ou de la reconstruction d'après-guerre, on imagine ce qu'aurait signifié le refus pur et simple de l'endettement public et des déficits qui est présenté aujourd'hui comme un dogme anhistorique, alors qu'il n'a été réellement appliqué de façon durable dans aucun pays à aucune période.